Jean-Luc Gailhac
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

AFDI

11, rue de la Baume
75 008 PARIS

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2017

Nouvelle adresse : 69 rue Saint-Lazare 75009 PARIS

44, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tel : 01 44 70 65 20 - Fax : 01 44 70 90 03
E-mail : jlg@arpege-conseils.fr
www.arpege-conseils.fr

Jean-Luc Gailhac
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

AFDI

11, rue de la Baume
75 008 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2017

Nouvelle adresse : 69 rue Saint-Lazare 75009 PARIS

44, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tel : 01 44 70 65 20 - Fax : 01 44 70 90 03
E-mail : jlg@arpege-conseils.fr
www.arpege-conseils.fr

Jean-Luc Gailhac
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la Association AFDI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Association AFDI à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nouvelle adresse : 69 rue Saint-Lazare 75009 PARIS

44, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tel : 01 44 70 65 20 - Fax : 01 44 70 90 03
E-mail : jlg@arpege-conseils.fr
www.arpege-conseils.fr

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, j'ai vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, j'atteste l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, je me suis assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Association AFDI à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ; Les procédures des cycles achats (autorisation de paiement des factures concernant les cellules) et salaires (contrôle des heures travaillées et payées) sur lesquelles ont porté nos contrôles au cours de l'exercice, ne comportent pas d'anomalies significatives.

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,
Le 12 juin 2018



Jean-Luc GAILHAC
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

(en euros)

ACTIF	31/12/2017	31/12/2016	PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**82 842**	**30 705**	**TOTAL CAPITAUX PERMANENTS**	**706 947**	**446 499**
			Fonds associatif	18 061	18 061
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	78 621	26 187	*Réserves diverses*	4 431	15 357
			Report à nouveau	230 808	204 482
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 268	2 268	*Résultat de l'exercice*	106 766	26 327
			Subventions d'équipement	78 385	25 379
DEPOT ET CAUTIONNEMENT	1 953	2 250	*Provision pour risques et charges*	168 496	56 894
			Fonds dédiés	100 000	100 000
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**2 067 352**	**4 990 155**	**COMPTES DE TIERS**	**1 443 246**	**4 574 361**
CREANCES	890 574	2 925 759	*DETTES*	1 002 812	900 460
Fournisseurs, personnel av. et acpte	796	2 317	*Personnel et comptes rattachés*	66 534	55 815
Organismes sociaux			*Organismes sociaux*	133 382	105 905
Subventions à recevoir	815 186	2 770 789	*Etat*	14 099	15 520
Associations et organisations membres	51 158	106 416	*Associations et organisations membres*	327 421	308 249
Autres comptes débiteurs	18 834	44 670	*Autres comptes créditeurs*	387 578	387 659
Produits à recevoir	4 599	1 566	*Charges à payer*	73 799	27 312
COMPTES DE REGULARISATION	76 774	285 723	*COMPTES DE REGULARISATION*	423 346	3 673 901
Charges constatées d'avance	76 774	285 723	*Produits constatés d'avance*	782	64 190
			Subventions constatées d'avance	422 564	3 609 711
COMPTES FINANCIERS	1 100 004	1 778 674	*COMPTES FINANCIERS*	17 087	
Valeurs mobilières de placement	20 809	20 809	*Banques (soldes créditeurs)*	17 087	
Banques (soldes débiteurs)	1 076 079	1 753 731			
Caisse	3 116	4 134			
TOTAL ACTIF	**2 150 194**	**5 020 860**	**TOTAL PASSIF**	**2 150 194**	**5 020 860**

(en euros)

CHARGES	2017	2016	PRODUITS	2017	2016
ACHATS	**61 765**	**71 472**	**RESSOURCES PRIVEES**	**1 248 385**	**1 148 825**
Fournitures et petit équipement	*38 770*	36 900			
Fournitures administratives	*22 995*	34 573	**Contribution AgriCord**	**985 167**	**895 956**
			Autres contributions privées	**59 702**	**59 442**
SERVICES EXTERIEURS	**164 963**	**175 918**			
Locations	*104 398*	*112 888*	**Contribution Afdi D & R pour actions PVD**	**36 726**	**30 359**
Entretien et réparations	*47 221*	*52 547*			
Assurances	*6 742*	*7 166*			
Documentation et divers	*6 601*	*3 317*	**Autres produits**	**166 790**	**163 067**
			Cotisations OPA	*133 926*	*131 300*
			Cotisations des Afdi départementales et régionales	*30 192*	*28 710*
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**755 883**	**525 853**	Autres cotisations	*2 672*	*3 057*
Frais de formation personnel	*3 746*	*843*			
Prestations services	*331 172*	*148 746*			
Honoraires	*20 124*	*19 326*			
Publicité et publications	*2 867*	*7 070*			
Frais de déplacement	*183 232*	*143 057*	**RESSOURCES PUBLIQUES**	**2 532 171**	**2 009 999**
Frais de missions	*164 324*	*155 058*			
Frais de réception	*22 077*	*16 176*	Subventions publiques d'origine internationale	641 221	810 952
Téléphone	*21 075*	*25 666*	*Commission européenne*	*641 221*	*768 713*
Frais postaux	*2 486*	*2 324*	*Coopération Suisse*		*42 239*
Frais bancaires	*4 780*	*7 588*			
			Subventions publiques d'origine nationale	1 890 950	1 199 047
IMPOTS ET TAXES	**56 224**	**24 394**	*Agence française de développement (AFD)*	*1 890 950*	*1 199 047*
Taxes sur les salaires	*50 455*	*19 303*			
Autres impôts	*5 769*	*5 091*			
CHARGES DE PERSONNEL	**1 006 134**	**969 906**			
Rémunérations du personnel	*722 091*	*714 005*			
Charges sociales	*264 416*	*237 470*			
Autres charges de personnel	*19 626*	*18 431*			
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**1 684 535**	**1 529 132**	**PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE**	**135 098**	**189 136**
Reversements de subventions pour actions	*1 660 465*	*1 502 865*	*Recettes Administratif AgriCord*	*60 739*	*57 568*
Autres charges de gestion courante	*24 070*	*26 267*	*Autres recettes diverses*	*74 359*	*131 568*
CHARGES FINANCIERES	**19 434**	**7 833**	**PRODUITS FINANCIERS**	**3 055**	**375**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**8 659**	**12 244**	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**5 308**	**7 563**
Charges exceptionnelles	*8 326*	*12 244*	*Produits exceptionnels*	*5 308*	*7 563*
VNC des immobilisations cédées	*333*		*Produits de cession d'éléments d'actif*		
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**133 296**	**64 345**	**Reprise sur provisions**	**2 328**	
			Quote part subvention investissement	**19 271**	**35 178**
Engagements à réaliser sur ressources affectées			**Reprise sur fonds dédiés**		
			Transferts de charges	**52 044**	**16 348**
Contributions en nature	**142 900**	**131 030**	**Contributions en nature**	**142 900**	**131 030**
TOTAL CHARGES	**4 033 793**	**3 512 127**	**TOTAL PRODUITS**	**4 140 559**	**3 538 454**
EXCEDENT = TOTAL PRODUITS - CHARGES	**106 766**	**26 327**	**DEFICIT = TOTAL CHARGES - PRODUITS**		
TOTAL	**4 140 559**	**3 538 454**	**TOTAL**	**4 140 559**	**3 538 454**

Agriculteurs français et
développement international

AGRICULTEURS FRANÇAIS ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (AFDI)

11 RUE DE LA BAUME
75008 PARIS

ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
2017
MONTANTS EXPRIMES EN EUROS

afdi
Agriculteurs français et développement international

SOMMAIRE

A - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

B - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. BILAN ACTIF

2. BILAN PASSIF

D - AUTRES INFORMATIONS

Ce document comporte 14 pages

A – Faits caractéristiques de l'exercice

1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Changement de présidence : Henri Biès Péré est élu président d'Afdi au cours du CA du 30/06/2017.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

Le total du bilan, avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élève à 2 150 194 euros. Le résultat comptable issu de cet exercice fait ressortir un excédent d'un montant de 106 766 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2017.

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations ;

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Une provision pour dépréciation des éléments d'actif sera enregistrée quand leur valeur d'inventaire sera devenue inférieure à la valeur d'enregistrement comptable à la clôture de l'exercice.

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent. Si exceptionnellement, il y a eu modification, elle est décrite et justifiée.

Cette comptabilité regroupe à la fois l'activité du siège Afdi à Paris et de ses représentations à l'étranger (Bénin, Burkina Faso, Madagascar, Mali et Tchad). La méthode de conversion retenue nous a amené à prendre en compte le taux de change au 30/12/2017 pour les écritures de bilan et le taux de change moyen sur l'exercice 2017 pour les opérations reportées au compte de résultat.

- Comptabilités zone F CFA : 1 € = 655.957 CFA
- Comptabilité zone Madagascar :
    - taux moyen 2017 : 1€ = 3 493.10 ariary
    - taux au 29/12/2017 : 1€= 3862.92 ariary

B – INFORMATIONS RELATIVES COMPTE DE RESULTAT

➢ Note n°1 - Ventilation des ressources d'exploitation

Au titre de l'exercice 2017, clos le 31 décembre 2017, l'association Afdi a obtenu les subventions d'exploitation suivantes :

En Euros

	2017	2016
RESSOURCES PRIVEES	**1 248 385**	**1 148 825**
AgriCord	**985 167**	**895 956**
Autres ressources privées	**263 218**	**252 868**
Ressources des OPA	**133 926**	**131 300**
Contribution Afdi D & R pour actions PVD	**36 726**	**30 359**
Autres contributions privées	**92 566**	**91 209**
RESSOURCES PUBLIQUES	**2 532 171**	**2 009 999**
Commission européenne	**641 221**	**810 952**
Projet ANE, Tchad	**61 917**	**59 132**
Projet FRDA lot 1 Madagascar	**119 938**	**383 128**
Projet FRDA Asara Madagascar	**459 366**	**326 453**
Coopération Suisse		**42 239**
Agence française de Développement	**1 890 950**	**1 199 047**
Convention programme	1 890 950	1 199 047
TOTAL	**3 780 556**	**3 158 823**

➢ Note n°2 - Ventilation des ressources AgriCord

	2017	2016
AgriCord / UE Fida Africa		*201 513*
AgriCord / UE Fida Asie	*51 486*	*27 405*
AgriCord / DGD	*537 367*	*364 591*
AgriCord / DGIS	*154 072*	*109 757*
AgriCord / AFD	*165 921*	*113 192*
AgriCord / IFAD		*10 603*
AgriCord / SDC	*76 322*	*68 895*
TOTAL	**985 167**	**895 956**

C – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. BILAN ACTIF

➢ Note n°3 - Immobilisations et amortissements

	Valeur brute au 31/12/17	Amortissements	Valeur nette au 31/12/17
Matériel de transport	251 620	177 451	74 169
Matériel de bureau et informatique	22 934	18 482	4 452
Mobilier	3 900	3 900	0
Total	**278 453**	**199 832**	**78 621**

Tableau des mouvements des immobilisations (montants bruts)

	valeur brute au 31/12/16	acquisitions	cessions	valeur brute au 31/12/17
Matériel de transport	183 337	68 282		251 620
Matériel de bureau et informatique	25 372	2 782	5 221	22 934
Mobilier	3 900			3 900
Total	**212 609**	**71 065**	**5 221**	**278 453**

Principe de l'amortissement :

Types d'immobilisations	**Mode**	**Durée**
Agencement, Aménagement	Linéaire	3 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 ans

Tableau des mouvements des amortissements

	amortissements au 31/12/16	dotations	reprises	amortissements au 31/12/17
Matériel de transport	163 189	14 262		177 451
Matériel de bureau et informatique	19 674	3 695	4 888	18 482
Mobilier	3 560	340		3 900
Total	**186 422**	**18 297**	**4 888**	**199 832**

➢ Note n°4 - Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Etats des échéances des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif circulant			
Fournisseurs, personnel av. et acpte	796	796	
Subventions à recevoir	815 186	419 570	395 616
Associations et organisations membres	51 158	51 158	
Autres comptes débiteurs	18 834	18834	
Produits à recevoir	4 599	4 599	
TOTAL	**890 574**	**494 958**	**395 616**

- *Note n°4-1 - Echéance des subventions à recevoir :*

On y trouve notamment l'année 4 des contrats AgriCord « FFP Africa » (financement AgriCord/DGD et AgriCord/UE/Fida) les années 3 et 4 du contrat AgriCord « FFP Asie » et le solde du projet UE Asara, selon l'échéancier suivant :

- au titre de 2017	419 570
- au titre de 2018	301 324
- au titre de 2019	47 146
- au titre de 2020	47 146
Total	**815 186**

- *Note n°4-2 - Etat des créances vis-à-vis des associations et organisations membres :*

	Débit (créances)
Associations membres	
Afdi Indre et Loire	1 449
Afdi Loir-et-Cher	1 024
Afdi Loiret	1 509
Afdi Aveyron	4 927
Afdi Gard	516
Afdi Gers	29
Afdi Hautes-Pyrénées	348
Organisations membres	
Fnsea	41 356
Total	**51 158**

- *Note n°4-3 – Produits à recevoir :*

désignation	**montant**
Fafsea, contribution contrat apprentissage	1 288
Fafsea, contribution formation	3 311
Total	**4 599**

➢ Note n°5 - Comptes de régularisation : Charges constatées d'avances

Désignation	montant
UE Frda fonds services agriculteurs	12 938
Charges Organisations Paysannes	21 271
Charges Agri-agences	34 062
Charges Afdi siège	1 860
Charges cellules Afdi	6 643
Total	**76 774**

2. BILAN PASSIF

➢ Note n°6 - Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	18 061			18 061
Réserves diverses	15 357		10 926	4 431
Report à nouveau	204 482	26 327		230 808
Résultat	26 327	106 766	26 327	106 766

➢ Note n°7 – Subventions d'équipement

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Subventions d'équipement	25 379			78 385

➢ Note n°8 – Provision pour risques et charges

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Provision pour risque et charges	56 894	113 929	2 328	168 496

➢ Note n°9 - Fonds dédiés

	2016	Reprise 1/01/17 - 31/12/2017	Augmentation 1/01/17 - 31/12/2017	2017
Autres fonds dédiés	100 000			100 000
Total	**100 000**	**0**		**100 000**

Les fonds dédiés sont affectés selon la tenue d'une comptabilité analytique.

➢ Note n°10 - Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Dettes fiscales et sociales	214 015	214 015		
Associations et organisations membres	327 421	327 421		
Autres comptes créditeurs	387 578	387 578		
Charges à payer	73 799	73 799		
TOTAL	**1 002 812**	**1 002 812**		

- *Note n°10-1 - Dettes fiscales et sociales :*

Personnel et comptes rattachés	66 534 €
Organismes sociaux	133 382 €
Etat	14 099 €

- *Note n°10-2 - Dettes vis-à-vis des associations membres :*

	Crédit (dettes)
Associations membres	
Afdi Rhône-Alpes	10 705
Afdi Auvergne	1 677
Afdi Bourgogne -Franche-Comté	38 755
Afdi Bretagne	29 338
Afdi Centre	1 778
Afdi Lorraine	33 506
Afdi Haut Rhin	11 049
Afdi Hauts de France	25 812
Afdi Normandie	24 555
Afdi Nouvelle-Aquitaine	116 286
Afdi Aude	6 109
Afdi Pays de la Loire	27 852
Total	**327 421**

- *Note n°10-3 - Etat des autres comptes créditeurs :*

	Crédit (dettes)
Agricord	19 458
Trias	49 633
SCI Baume Haussmann	77 750
Projets Frda/Asara	107 227
Organisations Paysannes	79 549
Autres	123 017
Total	**387 578**

Les autres dettes sont constituées principalement des soldes à restant à verser aux OP bénéficiaires du programme UE FRDA à Madagascar sur les conventions de financement.

- *Note n°10-4 - Charges à payer :*

désignation	montant
Fournitures et photocopies	814
Prestation de service	35 044
Audit 2017	15 625
Frais de déplacements, missions, réceptions	4 438
Télécommunication et frais postaux	6 260
Frais bancaires	1 952
Charges à payer cellules et projets Afdi	9 665
Total	**73 799**

➢ Note n°11 - Comptes de régularisation

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Produits constatés d'avance	782	782	
Subventions constatées d'avances	422 564	328 272	94 292
TOTAL	**423 346**	**329 054**	**94 292**

- *Note n°11-1 - Produits constatés d'avance*

désignation	montant
Agricord Dgis 14all frais administratifs	782
Total	**782**

- *Note n°11-2 - Subventions constatées d'avance (Voir détails sous la note n°12)*

3. ETAT DES SUBVENTIONS A RECEVOIR ET CONSTATEES D'AVANCE

Les règles comptables appliquées, relatives à l'enregistrement des subventions, sont les suivantes :
Les subventions d'exploitation sont enregistrées pour leur totalité au moment de leur notification. Lorsqu'il s'agit d'une subvention attribuée pour plusieurs exercices, elle est répartie en fonction des périodes ou des étapes d'attribution définies dans la convention ou, à défaut, au *prorata temporis* : la partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « Subventions constatées d'avance ».

Note n°12 - ***SUBVENTIONS***

DESIGNATION	Subventions à recevoir	Subventions constatées d'avance au 31/12/17
Union européenne, ANE Tchad	37 653	
Union européenne, Asara Madagascar	147 390	159 202
Sodial		14 836
Agricord, projets FFP Africa/UE Fida	103 478	
Agricord, projets FFP Asean/UE Fida	141 138	141 438
AgriCord, projets DGIS	143 467	107 088
AgriCord, projets AFD	107 497	
AgriCord, projets DGD	114 127	
AgriCord, projets SDC	20 437	
Total	**815 186**	**422 564**
Échéance des subventions		
- au titre de 2017	419 570	
- au titre de 2018	301 324	328 272
- au titre de 2019	47 146	47 146
- au titre de 2020	47 146	47 146
Total	**815 186**	**422 564**

Détail des subventions constatées d'avance par année :
(en euros)

DESIGNATION	Subventions constatées d'avance au 31/12/17	2018	2019	2020
Union européenne, Asara Madagascar	159 202	159 202		
Sodial	14 836	14 836		
Agricord, projets FFP Asean/UE Fida	141 438	47 146	47 146	47 146
AgriCord, projets DGIS	107 088	107 088		
Total	**422 564**	**328 272**	**47 146**	**47 146**

D – AUTRES INFORMATIONS

➢ Note n°13 - Ventilation de l'effectif inscrit au 31/12/17

	2017		2016
Catégories	**Personnel salarié**	**Personnel mis à disposition**	**Total effectif**
Salariés France	11	1	13
Salariés expatriés	1		2
Salariés Sud :	24		62
Bénin	*3*		5
Burkina Faso			5
Madagascar	*20*		51
Tchad	*1*		1
TOTAL	**36**	**1**	**77**

➢ Note n°14 - Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (Bénévolat, mise à disposition, ...)

Afdi a mis en place un système de suivi du travail effectué par les bénévoles Afdi, qui permet de valoriser le temps passé par les membres de l'association dans la réalisation des actions.

En 2017, le remplacement agriculteur est de 150 €/jour et le tarif pour les techniciens mis à disposition est de 250 €/jour.

➢ Note n°15 - Contributions volontaires en nature - Evaluation

2017	**Nbre de réunion**	**Nbre de jours bénévoles**	**valorisation en €**
Groupes Instances Afdi nationale	6	120	18 000
Groupes Instances Réseau	15	168	25 200
Groupes Thématiques	14	52	7 800
Groupes Pays	13	93	13 950
Groupes Actions Nord	2	16	2 400
Formation	2	5	750
TOTAL	**52**	**454**	**68 100**
Missions	21	175	**28 050**
Total		**629**	**142 900**

➢ Note n°16 – Engagement de retraite et avantages similaires

Engagement non significatif à ce jour.
Une provision d'un montant de 5 628 € a été constatée à ce titre dans les comptes clos au 31/12/2017.

Jean-Luc Gailhac
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

AFDI

11, rue de la Baume
75 008 PARIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibération relative à l'approbation des comptes

de l'exercice clos au 31 décembre 2017

Nouvelle adresse : 69 rue Saint-Lazare 75009 PARIS

44, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tel : 01 44 70 65 20 - Fax : 01 44 70 90 03
E-mail : jlg@arpege-conseils.fr
www.arpege-conseils.fr

Jean-Luc Gailhac
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Aux Membres de l'Association,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre Association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisés ou que j'ai découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il m'appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Paris,
Le 12 Juin 2018

Jean-Luc GAILHAC
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Nouvelle adresse : 69 rue Saint-Lazare 75009 PARIS

44, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tel : 01 44 70 65 20 - Fax : 01 44 70 90 03
E-mail : jlg@arpege-conseils.fr
www.arpege-conseils.fr